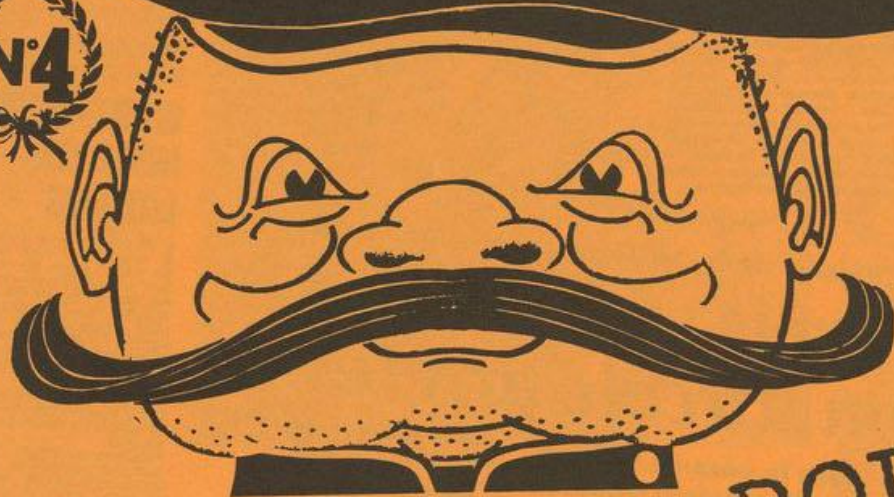


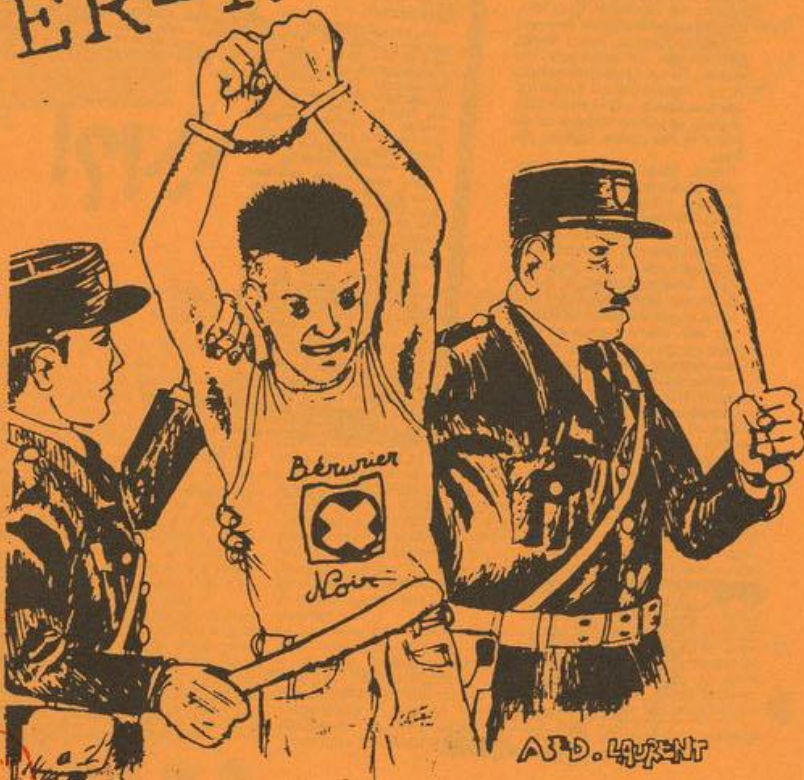
Le Mouv' MENT D' La JEUNESSE

N°4



COMLOT POLICIER
contre
BERURIER-NOIR!!!

Si vous désirez avoir plus d'information sur cette affaire, ou tout bonnement rentrer en contact avec le groupe, ou encore récupérer d'autres N° du "Mouv'ment D'La Jeunesse" (N°0/1 oct 87, N°2/3 avril 88, N°5 pour la mi-mai) écrivez-nous en envoyant des timbres pour le port S.V.P.: -Bondage, 46 rue du Roi de Sicile 75004 Paris.
-Le M.D.L. Jeunesse/F. Guillemot, 17 rue du Colonel Oudot 75012 Paris.
Pour ceux qu'une attente maximale ne fait pas craquer: Marsu, 1/42 60 49 79
En attendant, reproduisez et diffusez autour de vous ce bulletin, de manière à ce qu'il touche le plus de gens possible.....



A.D. LAURENT

qu'en dit la presse?

ARTICLES GÉNÉRALEMENT RÉDUITS
AU DEMI-FORMAT (MANQUE DE PLACE)

1/OFFENSIVE GÉNÉRALE: SORTEZ LES BOUCS EMISSAIRES!!!

SOCIÉTÉ

RÉGION PARISIENNE

La police ratisse large après l'attentat revendiqué par Black War

22 personnes ont été interpellées hier après l'attentat qui a fait deux blessés graves dimanche. Dirigé contre les locaux d'un huissier, il avait été revendiqué par Black War, « en solidarité avec tous les pauvres ».

Cinq jours après l'attentat revendiqué par Black-War contre les locaux d'un huissier à Paris, et qui a fait deux blessés graves, la police a jeté ses filets. Hier, au petit matin, vingt-deux personnes ont été interpellées à Paris et en banlieue. Une vaste rafle, selon la procédure de flagrant délit, puisqu'aucune information judiciaire n'a encore été ouverte. « Des documents ont été saisis et vont être étudiés », ont seulement dit les enquêteurs de la brigade criminelle. Pour le reste, ils se bornent à déclarer que les personnes arrêtées font partie de « la mouvance autonome », sans révéler leur identité.

En fait, les policiers, aidés par la section anti-terroriste des Renseignements généraux, ont ratisé très large. Hier, à six heures du matin, ils se présentaient, à Issy-les-Moulineaux, à Chaville et à Paris, aux domiciles de Christophe B., étudiant en histoire et actuellement objet de courtoisie, de Céline et d'Isabelle P. et de Dominique L. Ces quatre personnes collaboraient à une revue, « Réflexe », qui sert de tribune à plusieurs collectifs anti-racistes de Paris et de province.

« On ne comprend pas, expliquaient hier leurs amis de « Réflexe ». Certains sont d'anciens militants d'extrême-gauche mais rien évidemment ne permet de nous rapprocher de Black War. La revue « Réflexe » est essentiellement consacrée à la lutte contre les théories du Front national et la politique d'immigration du gouvernement. « La seule explication est que les flics veulent rassembler leurs fichiers et nous faire peur », estime François.

C'est la première fois que la police procède à des arrestations après un attentat signé Black-War. Lors du dernier, dimanche, une explosion endommageait les bureaux de M^{re} Thomazon, président de la Chambre régionale des huissiers, rue Tiquetonne. Deux habitants de l'immeuble, Richard Bourgeois et François Lamotte, étaient blessés. Leur état était hier encore jugé « très sérieux ». Ils sont les premières victimes de cette organisation qui a signé son acte de naissance, le 12 décembre 1985, en jetant un cocktail Molotov sur des locaux de l'association Légitime Défense.

Depuis, Black-War s'est régulièrement manifesté sans que la police parvienne à l'approcher. Passant du cocktail Molotov à l'engin incendiaire et aux explosifs, Black-War a tracé à coups d'attentats et de revendications les grandes lignes de son programme. Après Légitime Défense, la CIRPO, Conférence internationale des résistances en pays occupés, saute le 24 janvier 1986. « Cette organisation fascistoïde est spécialisée dans la démolition du goulot, comme si le monde libre était le paradis », dit Black-War. Le 6 avril 1986, c'est au tour du Parti ouvrier européen, « groupuscule fascisant ». Les sièges de Rothmans, « liés à l'Afrique du Sud », et de la SGTI, filiale de Union Carbide, « artisan d'une politique nucléaire criminelle » vont suivre. Le rythme s'est accéléré depuis le début de l'année. Le 9 janvier, c'est le

« LIBÉRATION » - 22 Avril 88.

MIL, « groupe fasciste ». Le Mouvement Initiatives et Libertés regroupe des personnalités comme Pierre Debizet, ancien patron du SAC, Alice Sauer-Seitz, Michel Droit. Le 19 février, c'est l'INSEE, juge responsable « en période pré-électorale, de manipulations de l'opinion ». Trois jours plus tard, les locaux de l'école de l'Éveil, qui dépend de l'Église de Scientologie, brûlent. « Le respect des enfants ne peut pas passer par la mise en condition par des sectes », prévient Black-War.

Silence jusqu'à l'explosion de dimanche dernier. Cette fois Black-War « propose, en solidarité avec tous les pauvres,

la destruction des bureaux d'huissiers et du trésor public ». La revendication, comme les précédentes, est un texte dactylographié orné d'une étoile à cinq branches. Les policiers pensent à un « Action directe première manière ». Sans pouvoir en dire plus. Hier soir, quelques personnes interpellées, dont Céline et Isabelle P., étaient relâchées. Pour une douzaine, la garde à vue était prolongée de 24 heures. Elle peut aller jusqu'à quatre jours. On parlait par ailleurs de trois ou quatre nouvelles arrestations faites dans l'après-midi.

François BONNET

N.B.: LES EXTRAITS DE PRESSE ICI PRÉSENTÉS NE CONSTITUENT QU'UNE FAIBLE PARTIE-CERTES RÉVÉLATRICE-DE L'IMPORTANT DOSSIER QUE NOUS AVONS PU RASSEMBLER (AVEC L'AIDE DE NOS AMIS DE CONTRE, CAVALES ET NUIT CALINES) SUR CETTE AFFAIRE. ET CE N'EST SANS DOUTE MALHEUREUSEMENT PAS FINI!!! PARFAITE ILLUSTRATION, EN TOUT CAS, DE LA CAPACITÉ DE DESINFORMATION DE LA GRANDE PRESSE.

« L'HUMANITÉ » - 22 Avril 88.

□ Une vingtaine d'interpellations ont eu lieu à Paris et en banlieue lors d'un coup de filet dans la mouvance présumée du groupuscule Black War. Celui-ci avait revendiqué l'attentat à l'explosif contre l'étude d'un huissier dimanche dernier.

PARISIEN LIBRE - 22 Avril 88.

Attentat de la rue Tiquetonne VINGT-DEUX INTERPELLATIONS

Les policiers de la brigade criminelle ont lancé, hier matin, à l'aube, une rafle dans les milieux autonomes soupçonnés proches du groupe Black War, responsable de l'attentat commis dimanche dernier contre le domicile parisien de M. Thomazon, président de la chambre régionale des huissiers.

Vingt-deux interpellations ont été opérées à Paris et dans sa banlieue. Des documents ont été saisis.

Ces textes ne devraient pourtant pas permettre au juge d'instruction Marceau, chargé de l'affaire, d'inculper les suspects. Ces derniers pourraient donc être remis en liberté à l'issue de leur garde à vue au 36, quai des Orfèvres.

22 PERSONNES ONT ÉTÉ INTERPELLÉES, jeudi, par les policiers à Paris et en banlieue, dans la mouvance autonome, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat revendiqué par « Black War » contre les locaux parisiens d'un huissier qui avait fait, le 17 avril, deux blessés très gravement atteints.

LA CROIX

« LE DAUPHINÉ LIBRE » - 21 Avril 88.

L'ACTUALITÉ C'EST AUSSI...

L'enquête sur « Black War » mène au groupe rock « Bérurier noir » !

L'enquête sur le groupuscule « Black War » à l'origine de l'attentat qui a fait deux blessés, dimanche dernier rue Tiquetonne à Paris, a plongé les policiers de la lutte antiterroriste dans un milieu nouveau pour eux, celui du « rock alternatif ». Vingt-deux personnes ont été interpellées jeudi dans le cadre de cette enquête et la plupart sont proches du groupe « Bérurier Noir » qui vient de remporter le « Bus d'acier » 1988 récompensant la révélation rock de l'année.

Après l'euroterrorisme, les policiers spécialisés découvrent le « terrorisme » en enquêtant sur le groupuscule « Black War » dont le dernier

attentat contre l'étude du président de la Chambre régionale des huissiers, a grièvement blessé deux passants. A l'heure du laitier, hier, les policiers ont procédé à une douzaine de perquisitions et interpellé vingt-deux personnes dont l'organisateur des tournées de « Bérurier noir » et plusieurs membres du service d'ordre de ce groupe « Underground ». Existe-t-il des connexions entre le groupe rock et le groupe terroriste ? Les policiers en semblent persuadés mais les premiers résultats des perquisitions ne sont guère probants. La moisson est maigre mais les policiers ne désespèrent pas

L'explosion chez l'huissier de la rue Tiquetonne, ce serait eux Vingt-trois successeurs d'Action directe arrêtés

« FRANCE-SOIR » - 22 Avril 88.

Sous le nom de « Black War » ils allaient commettre de nouveaux attentats

ILS s'approprièrent à commettre de nouveaux attentats. Les vingt-trois membres du mouvement d'extrême-gauche « Black War » (Guerre noire) impliqués dans une action terroriste commise le 17 avril dernier contre le cabinet d'un huissier parisien, rue Tiquetonne (II), et qui a fait deux blessés graves, possédaient des plans détaillés de plusieurs sièges sociaux qu'ils avaient décidé de faire sauter.

En perquisitionnant dans leur local clandestin, les policiers de la brigade criminelle ont découvert tout un lot de documents soigneusement rangés dans des classeurs. Sur des feuilles quadrillées, des dessins au crayon représentaient les accès principaux à des banques parisiennes et à différentes sociétés d'intérêt.

Des annotations précises sont inscrites en bas des pages. Elles indiquent les bureaux de fermeture des entreprises, leurs adresses. Il y a aussi des coupons de presse concernant le mouvement.

C'est jeudi matin que les inspecteurs décident de passer à l'action. Ils agissent à la suite d'informations obtenues par la section antiterroriste des renseignements généraux de la préfecture de police. Vingt-trois personnes sont arrêtées sur Paris et la banlieue parisienne. Toutes appartiennent à la mouvance autonome du mouvement. Elles sont immédiatement placées en garde

à vue, au Quai des Orfèvres. C'est un coup très dur pour ce groupuscule qui ne compte pas plus d'une cinquantaine de membres. Les personnes arrêtées ont entre dix-huit et trente ans. Elles se sont illustrées dans des actions violentes commises au cours des deux dernières années, lors de manifestations d'extrême gauche. Quatre femmes ont pour l'instant été relâchées. Aucun des militants arrêtés ne semble avoir eu de contacts avec l'Action directe, mouvement terroriste dissout. « Black War » agit au coup par coup. De façon totalement irrégulière.

C'est le 12 décembre 1985 que le groupe signe sa première action. Ce jour-là, une bombe explose devant l'association « Légitime Défense ». Les locaux sont en partie détruits. Commence alors une longue série d'attentats.

Une longue série

Entre 1985 et 1986, le mouvement frappe neuf fois, aussi bien à Paris qu'en province. A aucun moment les explosions ne font de victimes. Le 6 avril 1986, deux déflagrations détruisent à Paris, à quinze mètres d'intervalle, une partie des bureaux de l'Executive Intelligence Review, un

mensuel américain de politique internationale qui s'apprête à publier un rapport détaillé sur les agissements du colonel Kadhaafi.

Mais dimanche dernier, un nouveau coup franchi dans l'escalade de la violence. Deux personnes qui se trouvaient par hasard dans la cage d'escalier où se produisit l'explosion vinrent le cabinet de M. Thomazon, président de la Chambre des huissiers de Paris, sont grièvement blessées.

La encore, l'attentat revendiqué le lendemain par « Black War », qui entend agir « en solidarité avec tous les peuples assis ou expulsés », n'a pour but que de détruire des locaux. En 1979, l'Action directe faisait ses premières armes en s'attaquant à des façades de bâtiments.

Pascal CATUOGNO



Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire???

Série de délirantes quasi-éthylques sans queue ni tête: il s'est cru dans S.A.S. ! Proprement hallucinant.

On s'en resserrera, Merci beaucoup!



« Black War » : enquête chez les autonomes

Vingt-deux interpellations, hier matin en région parisienne, dans les milieux autonomes. Les policiers les soupçonnent d'aider les terroristes de l'ultra-gauche.

Face à la menace d'une réurgence du terrorisme interne, la police a repris l'initiative hier en interpellant à Paris et en proche banlieue vingt-deux jeunes gens qui se situent, selon les enquêteurs, « dans la mouvance autonome ». Ce coup de filet fait suite à l'attentat de dimanche au domicile d'un huissier parisien, un attentat revendiqué par le groupe Black War, qui fit deux blessés graves. C'est la section antiterroriste de la brigade criminelle qui est passée à l'action hier matin très tôt pour exploiter une information recueillie par les Renseignements généraux de la préfecture de police.

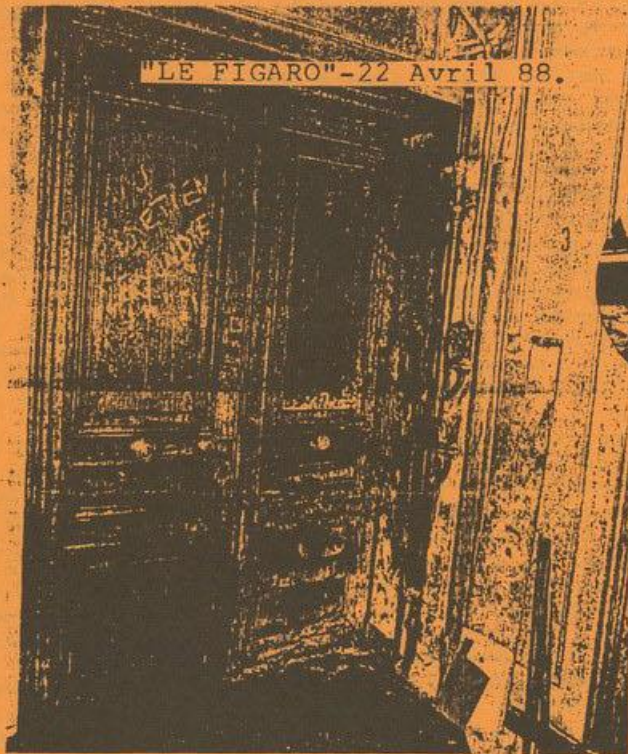
Les interpellés ont entre vingt et vingt-cinq ans. La plupart d'entre eux sont considérés comme des anarchistes ou des militants actifs de l'ultra-gauche. Douze d'entre eux ont été placés en garde à vue, et certains pourraient être incriminés à l'issue de celle-ci car des documents en cours de décryptage furent saisis à l'endroit où ils ont passé la nuit. Ce coup de pied dans la fourmière a déjà eu pour effet de déstabiliser les milieux qui traditionnellement soutiennent l'action des poseurs de bombes. C'est ce que l'on appelle la mouvance terroriste.

Intimidation

Dimanche, un engin explosif avait été placé dans un immeuble de la rue Tiquetonne devant la porte de l'étude d'un huissier près la cour d'appel de Paris, M^{re} Thomazon, président de la chambre régionale des huissiers de justice. Au moment de l'explosion, vers 13 h 30, deux personnes, Richard Bourgeois et François Lamotte, qui passaient dans l'escalier furent grièvement atteintes et sont encore aujourd'hui dans un état estimé comme étant très sérieux par les médecins. (Lire à ce sujet nos éditions du 19 avril 1985.)

Tout se passa comme si, parallèlement à la pression politique qu'exerçaient dans les prisons les terroristes incarcérés d'Action directe, leurs successeurs ou alliés du moment faisaient monter la pression des bombes. Et cela à un moment sensible, en plein débat électoral en vue de l'élection présidentielle. Les autorités policières et judiciaires craignaient un tel recours à la violence exercé comme moyen de pression sur les urnes, et les Renseignements généraux avaient été « sensibilisés » à cette éventualité.

D'où ce coup de sonde dans la « mouvance ». Des dizaines de militants révolutionnaires, anarchistes et autonomes — ou bien, à l'inverse, issus de l'ex-



Les deux victimes de l'attentat de « Black War » contre un huissier parisien sont toujours dans un état grave.

trême droite activiste — susceptibles de passer un jour du soutien idéologique à l'action militante, et peut-être à l'action terroriste, sont ainsi surveillés et régulièrement contrôlés. Ce n'est pas autrement que la police a réussi dernièrement ses plus belles prises en matière de terrorisme. Intimider la mouvance équivalait à priver les clandestins en fuite de logement, d'argent, parfois d'armes, et à les isoler.

« Débusqués, les loups sortent alors du bois mais les chasseurs sont là, commente un inspecteur des RG, il faut déstabiliser les marginaux qui vivent à la limite de la légalité, les couper de leurs bases. Car les jeunes anarchistes de la seconde génération — ils ont une vingtaine d'années —, par rapport à la génération de leurs

ancêtres — Roullan et ceux de sa bande ont quarante ans —, ne sont pas pour l'instant des terroristes endurcis. Leurs bombes sont artisanales, confectionnées à la hâte. On a vu cependant qu'elles peuvent blesser ou tuer. »

Revendications fantaisistes

Le groupuscule Black War, qui avait revendiqué neuf attentats depuis 1985, n'avait jusqu'ici pas fait de victimes. Il n'est pas sûr que la bombe de dimanche, qui a donc fait deux blessés, soit le signe d'une radicalisation mais il n'y a pas de terrorisme folklorique même si ceux qui le pratiquent multiplient les attentats symboliques et les revendications fantaisistes. Ce qui est dans les habitudes des anarchistes.

Dans son dernier communiqué, Black War fait ainsi explicitement référence à la campagne de l'élection présidentielle en ironisant : « En cette période électorale, avec nos modestes moyens, nous présentons notre programme électoral et proposons la destruction de tous les bureaux d'huissier et du Trésor public. »

Déjà, en juillet 1987, Black War avait plâtré l'étude d'un autre huissier parisien, rue de Richelieu, et ironisé sur les saisies, mettant provisoirement les rieurs de son côté. Aujourd'hui, plus personne ne s'arrête à sourire et à contester l'action de ceux qui répriment cette nouvelle flambée de violence intérieure.

J.-Ch. R.

"LE MONDE" - 22 Avril 88.
JUSTICE

Après l'attentat revendiqué par Black War

Une douzaine de personnes toujours en garde à vue

Une douzaine des vingt-deux personnes interpellées le jeudi 21 avril dans le cadre de l'attentat contre l'étude d'un huissier revendiqué par l'organisation Black War, étaient toujours en garde à vue vendredi dans la matinée. Selon des sources policières citées par l'AFP, rien ne semblait pouvoir empêcher d'être retenu contre elles dans cette attente.

Agées de vingt à vingt-cinq ans, les vingt-deux personnes interpellées sont des militants d'extrême-gauche, appartenant, selon la police, à la mouvance du groupuscule Black War apparu en décembre 1985, lors d'une action contre l'Assemblée nationale. L'attentat du 17 avril a visé le président de la chambre syndicale des huissiers, a fait deux blessés, l'un amputé d'un pied. Black War l'a revendiqué au nom « de tous les pauvres saisis ou expulsés ».

Plusieurs personnes en garde à vue seraient des proches du groupe de rock alternatif Les Béruriers noirs. Les musiciens, qui « rejettent le système » et la « porcherie Le Pen », viennent de remporter le Bus d'acier, qui récompense le meilleur groupe de l'année. D'autres appartiennent à une association appelée Réflexe, qui regroupe des militants antiracistes, des objecteurs de conscience, et fait partie d'une « coalition antifasciste » au niveau national. Les policiers ont saisi des documents qui, selon les premières informations, n'ont pas confirmé leurs soupçons. Black War se défend d'une filiation avec Action directe, mais les enquêteurs n'excluent pas l'existence de liens dans le passé entre les deux groupes.



Le plus démagogue et le plus fatigué de toutes pièces de la série, avec celui de FRANCE-SOIR. En plus, justifie tout le trip sécuritaire et l'assimilation « contestation-terrorisme » qui est l'argument choc classique de l'état et de la police dans ce style d'intervention à la limite de la légalité.



Cliché à 2 francs!

Série de divagations...



Cà fait toujours plaisir d'apprendre qu'on est en prison, quand en fait, on est en tournée en Suisse (citation Marsu)

Noter les deux gags du passage totalement fantaisiste sur "GUERRE NOIRE" (peut-être se sont-ils attaqués à Bérurier-Noir, pendant qu'on y est, pour une raison aussi absurde) et des documents "très intéressants" retrouvés (c.f. les démentis plus loin...) il faut bien trouver de quoi meubler les articles!

« Black War » : les reliefs d'Action directe

Vingt-deux personnes ont été interpellées hier dans le cadre de l'enquête sur l'attentat revendiqué par « Black War », et commis dimanche contre les locaux d'un huissier à Paris. Des documents ont également été saisis.

Depuis décembre 1985, huit attentats ont été revendiqués au nom de « Black War », groupe mystérieux de l'avis même des enquêteurs de la SAT (Section antiterroriste de la brigade criminelle parisienne). On se doutait que les responsables devaient se trouver dans la mouvance d'Action directe de par les cibles visées : le mouvement Légitime défense (le 12 décembre 1985), le Parti ouvrier européen (le 6 avril 1986), l'INSEE (le 19 février 1988), ou même « l'Ecole de l'Eveil », le

dernier en date, le 22 février dernier. D'autant que le mouvement terroriste signifiait tous ses communiqués d'une étoile, tout comme AD ; des communiqués faisant parfois penser à ceux de la branche lyonnaise d'Action directe, démantelée en 1986, dite aussi branche « nationale », puisque se déclarant « contre le racisme, le fascisme, l'apartheid et ceux qui le soutiennent ». Pour « Black War », il fallait « développer la prise de conscience, en rapport au glissement de nos démocraties vers l'état policier et le fascisme mou ». Selon certains enquêteurs, ce rapprochement de « Black War » et de la branche lyonnaise d'AD semblait même se confirmer dans l'intitulé du groupe terroriste : « Guerre noire ». Plusieurs Antillais avaient été interpellés dans le cadre de l'enquête sur AD, ne pouvait-il s'agir de « dissidents » ?

« Black War » a cependant franchi un nouveau cap dimanche dernier en commettant son huitième attentat contre les locaux d'un huissier, rue Tiquetonne, dans le second arrondissement de Paris. Un engin explosif avait été placé devant la porte des bureaux de maître Thomazon, président de la chambre régionale des huissiers près la cour d'appel de Paris. Deux personnes qui passaient dans l'escalier au moment de l'explosion, en plein après-midi, Richard Bourgeois, 31 ans, et François Lamotte, 38 ans, avaient été très sérieusement blessés. Hier, ils étaient encore dans un état jugé « sérieux ».

Le lendemain lundi, « Black War » avait revendiqué l'attentat auprès de l'agence Reuter, et mercredi auprès de l'AFP, se déclarant « solidaire avec les pauvres » et pour la « destruction de tous les bureaux d'huissiers et du Trésor public ». La réplique des enquêteurs ne s'est

ceste fois guère fait attendre. Hier matin très tôt, 22 personnes ont été interpellées « avec l'aide de la section antiterroriste des Renseignements généraux » précisait-on à la préfecture de police de Paris. Elles étaient encore hier en fin d'après-midi placées en garde à vue dans les locaux de la brigade criminelle, chargée de l'enquête sur les attentats, au 36, quai des Orfèvres. On ne connaissait pas hier leur identité, mais les suspects seraient tous âgés de 20 à 25 ans et appartiendraient à la « mouvance autonome ». Plusieurs d'entre eux auraient déjà été repérés par les Renseignements généraux, et même photographiés, au cours de différentes manifestations. De nombreux documents ont également été saisis hier, et étaient en cours d'étude, mais les policiers les qualifiaient déjà de « très intéressants ».

Jean-François MORUZZI

COMMUNIQUE

NOUVEAU

BÉRURIER Noir



ATTENTION ! UN ROCKER
TERRORISTE PEUT EN CA-
CHER UN AUTRE.....

Bérurier Noir
présente :

FAUX ROCKER et
VRAI TERRORISTE



(PUB)



VRAI ROCKER et
FAUX TERRORISTE



Rappel des faits: Le dimanche 17 avril, une bombe artisanale explose devant la porte du président de la Chambre Régionale des Huissiers, Rue Tiquetonne. L'attentat est revendiqué par le groupe BLACK WAR, organisation qui fait parler d'elle depuis 1985, et placé sous le signe de "la solidarité avec tous les pauvres", en protestation contre les expulsions et les saisies. Deux habitants de l'immeuble qui se trouvaient dans la cage d'escalier à ce moment, sont grièvement blessés. Suite à cet attentat, la police, qui piétine dans son enquête sur BLACK WAR depuis longtemps, opère une rafle de 24 personnes le Jeudi 21 avril à l'aube: Les personnes interpellées sont souvent d'anciens militants fichés depuis longtemps par les R.G. et proches du milieu autonome: rédacteurs et membres des journaux Contre, Reflexes, Nuits Calines, Cavales, et APAD, de l'émission PARLOIR LIBRE (sur les taules) sur Canal 9, mais aussi des militants proches des squatteurs, et également des amis qui se trouvaient chez eux au moment de la rafle. Apparts saccagés, une douzaine de perquisitions, récupération par la police de carnets d'adresse, de photos personnelles, de tracts divers, d'archives: le passage des flics est fracassant...

Deux jours avant les élections, le choix d'une opération retentissante et spectaculaire est clair, l'occasion trop évidente pour la grande presse d'où une série d'articles tapageurs destinés à redorer le blason gouvernemental quelque peu terni par l'insaisissabilité de BLACK WAR. Constatant les liens des journaux et militants interpellés avec les BÉRURIER-NOIR qui se sont justement fait remarquer peu de temps auparavant par leur passage tapageur au Zénith (il semble bien qu'un rapport soit remonté jusqu'au ministère de l'Intérieur à cette occasion), et la veille par leur refus/provoc' du "bus d'acier", récompense décernée au "meilleur groupe de 88" par la rock-critique, nombre de journalistes en profitent pour donner dans le scandaleux, croquant une nouvelle fois être tombés sur le scoop de l'année: TF1, FR3, la 5, LE DAUPHINE LIBRE, OUEST-FRANCE, LA PRESSE DE LA MANCHE, LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST, en feront mention, ce qui provoquera des pressions sur certains de nos fans animateurs d'émissions de radio, des problèmes d'obtention de salles pour plusieurs organisateurs qui avaient prévu de nous organiser un concert! Cette annonce déclenchera également toute une série de coups de téléphone et de lettres de fans et d'amis du groupe, inquiets et surpris à la suite de la nouvelle de l'arrestation de membres du groupe, absurdité monumentale s'il en était, puisqu'à cette période, nous nous trouvions en tournée en Suisse pour 4 dates!!!

Assimilations à ACTION DIRECTE, qualification de "Terro-rock", rien n'y manque pour tenter de marginaliser et criminaliser le groupe, et par-delà notre action et tous ceux, très nombreux, qui la soutiennent. Dès Samedi 23 avril, "la baudruche se dégonfle", l'ensemble des militants interpellés est relâché sans que la moindre ombre de preuve ou d'élément susceptible de faire avancer l'enquête sur BLACK WAR ait pu être apporté. Quelques articles et démentis paraîtront alors, mais la majorité des journaux incriminés plus haut, faisant fi de toute honnêteté, passera sous silence l'échec de l'opération policière. En définitive, que reste-t-il de tout cela, et qu'en déduire? Succès réel pour le gouvernement, puisqu'il a réussi son coup d'esbrouffe et est apparu sans faille par rapport au terrorisme: qu'importent les résultats de l'enquête, pourvu que tous aient su que des gens avaient été arrêtés, pourvu que tous aient cru que la police avait démantelé BLACK WAR. De même, faisant d'une pierre deux coups, le but second de l'opération était de terroriser le circuit du rock, et de la presse, alternatifs, tout en permettant aux services de police de refaire leurs fichiers, par le biais des photos, carnets et documents saisis, sur un circuit très actif et en pleine extension, qu'ils contrôlent de moins en moins. Une fois de plus, l'assimilation "contestatation=terrorisme" et l'utilisation du concept "serpent-de-mer" de la "mouvance" ont fonctionné à plein, afin de rejeter BÉRURIER-NOIR, et au-delà, l'ensemble de l'alternatif et des gens qui luttent, dans l'underground et la marginalité. Il est évident que nous représentons une épine constante dans le pied du gouvernement et de l'establishment, nous avons passé un cap de popularité qui nous rend dangereux, il faut donc nous faire taire par tous les moyens. (signalons que des pressions ont été exercées par les R.G. sur la ville de Torcy qui emploie Loran, le guitariste, dans son centre aéré afin de lui créer des problèmes; pour la petite histoire, rappelons également les difficultés par tous les organisateurs de nos concerts, spécialement à Paris-ex: ZENITH-pour obtenir les salles ou les autorisations nécessaires) Au-delà encore, après nos ennuis personnels, le fait grave à retenir, c'est le glissement progressif vers l'état policier et vers une société "à la BIG BROTHER", illustrée par les méthodes policières utilisées, la capacité de bourrage de crâne de l'opinion publique démontrée par l'état et ses séides, le rejet de ceux qui luttent, s'expriment ou se montrent hors normes. Combinez cela avec les 15% de LE PEN... Brrrrr!